



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 24 avril 2025

Politique étrangère	2
Visite de la présidente du Kosovo en Finlande	2
« Les relations entre le Kosovo et la Finlande sont excellentes et étroites, tant historiquement qu'aujourd'hui », selon le Président Stubb	2
Le président Stubb assistera aux obsèques du pape François.....	2
Le président Stubb participera à la réunion des chefs d'État de la JEF à Oslo	2
Selon une étude, les Finlandais ont toujours confiance en l'OTAN mais pas en l'aide américaine.....	2
Gouvernement.....	3
Les décisions les plus importantes décidées par le gouvernement de Petteri Orpo dans ses négociations de mi-mandat	3
Point de vue.....	4
Réactions de l'Union des communes, du syndicat des enseignants et des chercheurs	4
Réaction des économistes : un endettement accru, une éventuelle croissance, mais des mesures qui ne s'auto-financeront pas	5
Critiques de l'opposition	5
Réactions du patronat et des entrepreneurs, des syndicats, de l'Union des contribuables	5
Selon le gouvernement, les décisions de mi-mandat renforcent la compétitivité et la sécurité de la Finlande	6
Economie	12
Une augmentation de 50 % dans le nombre de faillites	12

Politique étrangère

Visite de la présidente du Kosovo en Finlande

« Les relations entre le Kosovo et la Finlande sont excellentes et étroites, tant historiquement qu'aujourd'hui », selon le Président Stubb

La présidente du Kosovo, Vjosa Osmani Sadriu, a effectué une visite de travail en Finlande mercredi 23 avril 2025 à l'invitation du président de la République, Alexander Stubb.

Le président Stubb et la présidente Osmani Sadriu ont discuté, entre autres, des relations bilatérales entre la Finlande et le Kosovo, des relations transatlantiques, de la situation dans les Balkans occidentaux et de la sécurité européenne.

« Le Kosovo et la Finlande entretiennent d'excellentes et étroites relations, tant par le passé qu'aujourd'hui. Ces dernières décennies, de nombreux Finlandais ont collaboré avec le Kosovo pour l'aider à accéder à l'indépendance et à s'intégrer à la famille européenne », a déclaré le président Stubb à l'issue de sa visite.

« Mon ami et mentor, feu le président Martti Ahtisaari, était un grand ami du Kosovo. Sa vision d'un Kosovo multiethnique au cœur de l'Europe demeure un principe directeur important pour nous tous », a poursuivi le président Stubb.

À la fin de la visite, la présidente Osmani Sadriu, a remis au président Stubb la médaille du président du Kosovo pour action militaire méritoire en reconnaissance de la contribution de la Finlande à l'opération KFOR de l'OTAN au Kosovo. Le président Stubb a remercié la Finlande pour cette reconnaissance et a déclaré que cette opération est l'un des engagements les plus importants de la Finlande dans la gestion des crises internationales : « Depuis le début de l'opération en 1999, environ 7 500 Finlandais y ont participé », a-t-il précisé.

Tpk

Le président Stubb assistera aux obsèques du pape François

Le président de la République Alexander Stubb assistera aux obsèques du pape François au Vatican samedi 26 avril 2025.

tpk

Le président Stubb participera à la réunion des chefs d'État de la JEF à Oslo

Le président de la République, Alexander Stubb, participera les 8 et 9 mai à Oslo à la réunion des chefs d'État de la JEF (Force expéditionnaire conjointe, cadre multilatéral de coopération en matière de défense dirigé par la Grande-Bretagne).

La réunion portera notamment sur le soutien des pays de la JEF à l'Ukraine, la situation sécuritaire en Europe et le développement de la coopération du JEF, par exemple dans la région arctique. Des représentants des dix pays participant à la coopération de défense de la JEF ont été invités à la réunion qui sera organisée par le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre.

Tpk

Selon une étude, les Finlandais ont toujours confiance en l'OTAN mais pas en l'aide américaine

Selon un sondage dans le cadre de l'étude NATOpoll financée par la fondation de Koné et pilotée par l'Université d'Helsinki, la confiance des Finlandais en ce qui concerne l'aide américaine à l'Europe a chuté.

Un Finlandais sur six (16 %) ont confiance dans le fait que les Etats-Unis apporteraient une aide militaire aux pays européens, contre 30 % l'année dernière.

Un peu plus de 25 % des Finlandais estiment que l'accord DCA entre la Finlande et les Etats-Unis servira durant le mandat du Président Trump.

La professeure Hanna Wass de l'Université d'Helsinki en conclut que l'idée des Finlandais sur une relation spécifique avec les Etats-Unis a changé avec l'attitude dure de Trump et le changement du rôle des Etats-Unis.

En même temps, 74 % des Finlandais comptent toujours sur l'entraide des Etats membres de l'OTAN, et 61 % seraient prêts à envoyer des soldats finlandais dans un autre Etat de l'OTAN. Ils hésitent toutefois plus qu'avant à envoyer de l'aide militaire dans une situation où l'aide ferait de la Finlande une partie d'un conflit.

Concernant l'Ukraine, les Finlandais souhaitent fermement que l'Europe la soutienne. 72 % des personnes interrogées seraient prêtes à envoyer des troupes européennes en Ukraine si la paix était rétablie, et ceci indépendamment du fait de savoir si les Etats-Unis soutiendraient ou non l'opération. Pour ce qui est de l'envoi de soldats finlandais en Ukraine, ils ne seraient plus que 52 % à le faire.

Toujours concernant l'Ukraine, un peu plus de la moitié des Finlandais privilégieraient la paix même si cela nécessiterait des compromis lourds pour les Ukrainiens. 80 % des personnes interrogées s'opposent à l'idée que la Russie puisse obtenir les territoires envahis. 13 % pourraient imaginer que la Russie obtienne certaines parties de ces territoires.

Moins de la moitié des Finlandais seraient favorables à une adhésion de l'Ukraine à l'UE ou à l'OTAN si elle ne remplit pas les critères. Les Finlandais ne pensent toutefois pas qu'il devrait être possible pour les Etats-Unis d'empêcher son adhésion à l'OTAN.

76 % des Finlandais voteraient aujourd'hui en faveur d'une adhésion de la Finlande à l'OTAN, contre 81 % en 2024.

Yle

Gouvernement

Les décisions les plus importantes décidées par le gouvernement de Petteri Orpo dans ses négociations de mi-mandat

Yle résume les principales décisions du plan qui comprend des réductions d'impôts à grande échelle, de 1,25 milliard d'euros selon la ministre des Finances Riikka Purra ; et des coupes budgétaires qui viseront, entre autres, les transferts aux municipalités et l'aide au développement.

1. L'imposition des revenus du travail sera assouplie et le taux marginal de l'IR abaissé.

Le gouvernement va réduire les impôts sur les revenus du travail d'environ un milliard d'euros. L'impôt sur le revenu des personnes à faibles et moyens revenus sera réduit de 525 millions d'euros l'année prochaine et de 650 millions d'euros en 2027.

La déduction familiale pour l'impôt sur le revenu sera augmentée de cent millions d'euros.

Le taux marginal d'imposition le plus élevé pour les plus hauts revenus (qui s'adresse en pratique à ceux qui gagnent plus de 100 000 euros par an) sera réduit à 52 %.

2. L'impôt sur les sociétés est abaissé

L'impôt sur les sociétés diminuera à 18 % en 2027. Il est actuellement de 20 %.

L'effet pour les finances publiques est de 830 millions d'euros.

3. Réduction de la TVA sur les produits alimentaires, augmentation des prix des boissons gazeuses et des sachets de nicotine

La TVA sur les produits alimentaires sera réduite d'un demi-point par rapport aux 14% actuels. Cela coûtera 145 millions d'euros.

La taxe sur les boissons gazeuses sera augmentée de 50 millions.

Les taxes sur les sachets de nicotine et les cigarettes électroniques seront augmentées de 30 millions.

4. Coupes budgétaires dans le gouvernement et les municipalités, et baisse des salaires des ministres

Le gouvernement central économisera 130 millions d'euros supplémentaires.

75 millions seront économisés sur les dotations de l'État aux communes.

Les salaires des ministres seront réduits de 5 % à partir du début de 2026.

5. Le droit de déduire les cotisations syndicales sera supprimé

Les salariés n'auront plus le droit de déduire les cotisations syndicales à partir de 2026.

Dans le même temps, le droit de déduire les cotisations des associations d'employeurs sera également supprimé.

Selon le gouvernement, cela augmentera les recettes fiscales d'un total de 190 millions d'euros.

6. L'aide au développement continue d'être réduite

Le financement de la coopération au développement sera encore réduit de 50 millions d'euros par an. Les économies se feront sur les fonds alloués aux ONG nationales.

L'aide humanitaire à l'Ukraine sera augmentée de 10 millions d'euros par an.

7. Des actions en faveur de l'éducation

Le financement de base des établissements d'enseignement supérieur sera réduit de 30 millions d'euros en 2026, de 20 millions d'euros en 2027 et de 15 millions d'euros à partir de 2028.

Le gouvernement va augmenter de 100 millions d'euros le nombre de places dans les établissements d'enseignement supérieur.

Le gouvernement investit également des fonds supplémentaires dans l'apprentissage des deux langues nationales pour les enfants dont la langue maternelle n'est pas le finnois.

Les étudiants provenant de pays hors UE et EEE devront payer des frais de scolarité.

8. Autres décisions :

Les dépenses de défense seront portées à 3 % du produit intérieur brut d'ici 2029. Cela représente 3,6 milliards d'euros supplémentaires sur la période.

L'impôt sur les successions ne sera pas supprimé, mais le seuil à partir duquel l'impôt est dû sera relevé à 30 000 euros contre 20 000 actuellement.

La taxe sur les minerais sera augmentée.

L'allocation de proche aidant sera augmentée et les soins palliatifs seront offerts à tous à l'avenir.

Le gouvernement renonce à légiférer pour introduire un jour de carence concernant le premier jour de congé maladie.

Yle

Point de vue

Hannu Tikkala d'Yle estime que le prochain gouvernement souhaitera que l'impact dynamique prévu des mesures annoncées par le gouvernement se réalise pleinement.

En effet, l'augmentation des dépenses de la défense lors de la prochaine législature signifiera des besoins d'ajustements importants concernant les autres dépenses.

Comme le consensus sur l'importance des investissements dans la défense est important parmi les partis politiques, il est peu probable que le prochain gouvernement fera des concessions sur cela.

Yle

Réactions de l'Union des communes, du syndicat des enseignants et des chercheurs

La directrice de l'Union des communes, Minna Karhunen, se déclare soulagée des décisions prises par le gouvernement. La coupe de 75 millions d'euros concernant les dotations de l'Etat est moins que ce que l'on pouvait craindre. Karhunen relève qu'il serait prévu que la diminution des recettes en matière d'impôt sur les sociétés pour les communes, leur serait compensée.

Le syndicat des enseignants OAJ est choqué par les coupes annoncées et constate qu'elles signifieront des économies considérables concernant l'éducation et la formation. Selon la présidente Katarina Murto, les coupes sont incompréhensibles et menacent la réussite de la réforme en matière de soutien à l'apprentissage.

Concernant le droit de déduction fiscale des cotisations syndicales, Markku Sippola de l'Université de Helsinki considère probable que le taux de syndicalisation diminuera, ce qui aura un impact indirect sur le caractère contraignant des conventions collectives. Mais le changement ne sera pas forcément très rapide.

Selon Maiju Wuokko de l'Université de Helsinki, la mesure renforcera les antagonismes entre le gouvernement et le mouvement syndical, dans un contexte déjà tendu.

HS

Réaction des économistes : un endettement accru, une éventuelle croissance, mais des mesures qui ne s'auto-financeront pas

Des économistes estiment que le gouvernement est trop optimiste concernant l'impact dynamique des allègements fiscaux.

Les chercheurs Roope Uusitalo et Tuomas Matikka (VATT) considèrent que les allègements fiscaux augmenteront l'endettement de la Finlande, y compris sur le moyen terme, et que la croissance engendrée ne suffira pas pour que ces mesures s'auto-financent entièrement, loin de là.

Pour Matikka, le genre d'allègements qui seront mis en place n'augmenteront pas considérablement la croissance économique. Uusitalo estime que dans l'objectif d'équilibrer l'économie publique, les allègements ne constituent pas la mesure opportune. Il est plutôt probable qu'avec ces décisions le déficit augmente.

525 millions euros des allègements fiscaux concerneront les salaires moyens, et 335 millions d'euros les salaires élevés. Selon des études, l'allègement concernant ce dernier groupe seulement aura un effet sur la croissance.

La diminution de l'impôt sur les sociétés par contre pourrait augmenter les investissements et les résultats des entreprises. Les chercheurs s'attendent toutefois à ce que l'impact sur la croissance soit bien inférieur par rapport aux diminutions des recettes fiscales.

Yle

Critiques de l'opposition

Le président du PSD Antti Lindtman regrette les décisions qui ne représenteront que « des miettes » pour les Finlandais ordinaires. Il considère les allègements fiscaux comme une bonne chose en soi, mais son parti les aurait ciblés différemment. Il regrette l'absence de véritables mesures en faveur de croissance et d'emploi.

La présidente du groupe parlementaire du PSD, Tytti Tuppurainen, critique les allègements fiscaux et les considère comme un risque trop important.

Le président du Centre, Antti Kaikkonen aurait mis, lui aussi, l'accent sur les moyens salaires concernant les allègements. Il craint que la diminution de l'impôt sur les sociétés revienne cher et se reflète sur les communes et les services qu'elles organisent. Il se félicite de la diminution de la TVA sur les denrées alimentaires.

Le président du groupe parlementaire du Centre, Antti Kurvinen, regrette que la diminution de l'impôt sur les sociétés ne bénéficie pas aux petites entreprises.

Kurvinen, à l'instar de Tuppurainen, regrette la mesure concernant les cotisations syndicales. La présidente de l'Alliance des gauches Minja Koskela condamne tant les allègements fiscaux concernant les grandes entreprises et les riches que les coupes concernant les universités et les communes, qui se chargent de l'éducation.

Yle

Réactions du patronat et des entrepreneurs, des syndicats, de l'Union des contribuables

Le patronat EK et la chambre de commerce centrale se félicitent des mesures en faveur de la croissance, qu'ils considèrent indispensables et courageuses.

Les Entrepreneurs de Finlande considèrent le paquet comme équilibré mais regrettent certaines mesures concernant les cotisations de retraite des entrepreneurs.

La confédération des employés STTK quant à elle, considère les allègements fiscaux comme irresponsables et estime qu'ils augmenteront le déficit. La STTK regrette la suppression du droit de déduction concernant la cotisation syndicale et la considère comme idéologique.

La confédération des ouvriers, SAK, s'attend à ce que l'endettement continue, et regrette que le gouvernement ignore les résultats de la recherche économique dans ses utopies.

Le directeur général de l'Union des contribuables Teemu Lehtinen se félicite de l'ensemble principalement réussi des décisions et indique que la fiscalité se rapproche ainsi du niveau en Suède.

Yle

Selon le gouvernement, les décisions de mi-mandat renforcent la compétitivité et la sécurité de la Finlande

Communiqué de presse du gouvernement

Le gouvernement du Premier ministre Petteri Orpo a approuvé le plan de finances publiques pour 2026-2029. Au cœur des décisions prises se trouvent le renforcement des conditions de croissance économique de la Finlande et la sécurité de la Finlande et des Finlandais. Dans le même temps, le gouvernement assure la pérennité des finances publiques. Le plan de croissance sera financé de manière responsable par d'autres mesures qui augmenteront les recettes publiques et réduiront les dépenses.

Par ces décisions :

- La fiscalité sur le travail sera réduite d'environ un milliard d'euros.
- L'entrepreneuriat sera renforcé par la baisse du taux d'imposition des sociétés à 18 %.
- Les dépenses de défense seront augmentées de 3,6 milliards d'euros d'ici 2029.
- Les ressources en matière de sécurité intérieure seront considérablement améliorées.

La situation mondiale incertaine freine la croissance économique naissante. La guerre d'agression de la Russie en Ukraine se poursuit et la Russie représente une menace à long terme pour la sécurité de la Finlande et de l'ensemble de l'Europe. Le risque d'une guerre commerciale assombrit les perspectives économiques. Une économie durable garantit le bien-être de la société finlandaise et ses services. C'est pourquoi le gouvernement a pris des décisions concernant un important programme de croissance, dont les effets se prolongeront à long terme. L'objectif du gouvernement est que la Finlande obtienne de meilleurs résultats dans la concurrence féroce pour attirer de nouveaux investissements. Les investissements apportent des emplois et de la prospérité à la Finlande.

Le gouvernement avait déjà pris des décisions qui ont renforcé l'attractivité de la Finlande en tant qu'environnement d'investissement. Les réformes du marché du travail, les investissements à grande échelle dans la recherche et le développement et l'accès à une énergie sûre et propre sont désormais complétés par des mesures de croissance qui renforcent les conditions de travail, d'entrepreneuriat et d'investissement en particulier. Le gouvernement a construit son plan s'appuyant, entre autres, sur le rapport du groupe de travail sur la croissance dirigé par Risto Murro.

Le gouvernement améliorera les incitations au travail et renforcera le pouvoir d'achat des Finlandais en réduisant l'impôt sur le revenu du travail d'environ 1,1 milliard d'euros. L'allègement fiscal sera mis en œuvre de manière équitable, une part importante étant destinée aux personnes à revenus faibles et moyens. En outre, le gouvernement augmentera les déductions au titre de la famille sur l'impôt sur le revenu et réduira l'impôt supplémentaire sur les pensions de retraite. Le gouvernement réduira également les taux marginaux d'imposition les plus élevés sur les revenus du travail à 52 %. Cela augmente les incitations au travail et le pouvoir d'achat.

Le gouvernement améliorera les conditions de fonctionnement des entreprises en réduisant le taux d'impôt sur les sociétés de deux points, passant de 20% à 18%.

« Le bien-être des Finlandais ne peut être assuré que par le travail et l'entrepreneuriat. Nous élaborons actuellement des solutions qui amélioreront considérablement l'incitation au travail et le pouvoir d'achat des Finlandais, et qui stimuleront la croissance économique. Grâce à l'ensemble des mesures de croissance prises et mises en œuvre, nous garantirons à la Finlande une compétitivité encore plus forte pour attirer les investissements », a déclaré le Premier ministre Petteri Orpo.

La croissance économique et la compétitivité nécessitent également un renforcement de l'expertise. Par conséquent, le gouvernement va augmenter la part des jeunes adultes ayant fait des études supérieures à 50% de la classe d'âge, conformément au programme gouvernemental. Pour cela, le nombre de places d'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur sera augmenté et de nouvelles places seront attribuées pour les diplômés qui soutiennent la croissance économique.

Le gouvernement a également décidé d'investir dans la sécurité intérieure et extérieure. Conformément aux directives du Comité sur la politique économique, le gouvernement

augmentera le niveau des dépenses de défense à au moins 3 pour cent du produit intérieur brut d'ici 2029. Sur la période cadre, cela signifie renforcer le financement de la défense d'environ 3,6 milliards d'euros. Dans le même temps, le gouvernement renforce la sécurité intérieure. Le financement de la police, du renseignement (SUPO) et des gardes-frontières sera renforcé.

Prendre soin de la vitalité de toute la Finlande fait partie de la sécurité. Le gouvernement a également réalisé des investissements pour renforcer la vitalité de l'est et du nord de la Finlande.

Renforcement des incitations au travail et du pouvoir d'achat

Les mesures prises soutiendront une croissance économique forte et stable qui permettra de réduire la dette publique, d'accroître la viabilité de la dette et de faciliter le financement des pressions budgétaires résultant du vieillissement de la population et de l'augmentation des dépenses de défense nécessaires à la sécurité à long terme.

Les incitations au travail et le pouvoir d'achat seront renforcés grâce à la réduction de la pression fiscale sur les revenus faibles et moyens (525 millions d'euros en 2026 et 650 millions d'euros à partir de 2027). En outre, les taux marginaux d'imposition les plus élevés sur les revenus du travail seront réduits à 52 %, contre 59% actuellement. Dans le même temps, l'indexation de l'impôt sur les revenus du travail ne sera pas effectuée pour les niveaux de revenus visés par la réduction des impôts marginaux supérieurs (impact total de 335 millions d'euros d'allègements fiscaux à partir de 2026). Dans ce contexte, l'effet de durcissement des modifications du barème de l'impôt sur les revenus de retraite sera réduit par un allègement de l'impôt supplémentaire sur les revenus de retraite (80 millions d'euros à partir de 2026). La TVA sera réduite en ramenant le taux d'imposition des biens soumis au taux réduit (qui concerne notamment les denrées alimentaires et les médicaments) de TVA de 14% à 13,5% à partir de 2026 (145 millions d'euros).

En outre, la déduction familiale pour l'impôt sur le revenu sera augmentée (100 millions d'euros à partir de 2026). La retenue à la source pour les employés clés des entreprises sera réduite à 25% et une incitation fiscale sera mise en place pour les nationaux qui reviennent en Finlande (un total de 12 millions d'euros en 2026 et 14 millions d'euros à partir de 2027).

La croissance des investissements et l'entrepreneuriat seront soutenus par une réduction du taux d'impôt sur les sociétés de 2 points à 18 % au début de 2027 (effet sur les recettes de l'impôt sur les sociétés de 830 millions d'euros). Le droit de déduire les pertes sera étendu à 25 ans. Des modifications seront apportées au système YEL afin que les cotisations de retraite des entrepreneurs soient déterminées plus clairement qu'à l'heure actuelle en fonction du revenu réel de l'entrepreneur.

En outre, le seuil de l'impôt sur les successions sera augmenté de 20 000 à 30 000 euros et le seuil de l'impôt sur les donations de 5 000 à 7 500 euros en 2026 (impact total de 67 millions d'euros).

Les intérêts payés sur la période de paiement des droits de succession seront également réduits à partir de 2026 (impact annuel d'environ 20 millions d'euros). En outre, les grands investissements en faveur d'une transition propre continueront d'être soutenus par un crédit d'impôt, dont l'impact sera de 60 millions d'euros à partir de 2029.

Les mesures de croissance seront financées par des réductions de dépenses et des augmentations d'impôts

Le gouvernement s'en tient à son objectif de stabilisation de la croissance du ratio de la dette publique au cours de son mandat. Une gestion économique responsable exige que les pertes de recettes fiscales résultant des mesures de soutien à la croissance soient compensées par d'autres mesures qui augmentent les recettes publiques et permettent de réaliser des économies de dépenses.

La productivité de l'administration publique sera augmentée, entre autres, grâce à l'utilisation de la numérisation et de l'intelligence artificielle, à la rationalisation des normes et des processus, à la réduction des tâches et à une acquisition de services plus efficace (économies de 130 millions d'euros).

Le gouvernement décidera des mesures concrètes et de la répartition des économies par secteur administratif en juin 2025, sur la base des propositions d'un groupe de travail dirigé par le ministère des Finances et composé de représentants des ministères sectoriels.

Des économies d'environ 2%, soit 75 millions d'euros, seront réalisées sur les transferts du gouvernement pour les communes.

La capacité de prise de risque du Fonds de pension de l'État (VER) sera augmentée de la même manière que les fonds, et les recettes annuelles générées pour couvrir les dépenses de pension payées par le budget seront augmentées de 66 millions d'euros.

Le financement de la coopération au développement sera réduit de 50 millions d'euros par an. L'aide humanitaire à l'Ukraine sera augmentée de 10 millions d'euros par an. Une augmentation de 10 millions d'euros sera également allouée à l'aide humanitaire en cas de catastrophe à partir de 2026.

Le financement de base des établissements d'enseignement supérieur sera réduit de 30 millions d'euros en 2026, de 20 millions d'euros en 2027 et de 15 millions d'euros à partir de 2028. Des frais de scolarité seront introduits pour les étudiants provenant de pays extérieurs à l'UE/EEE dans l'enseignement professionnel et secondaire supérieur.

Le financement public des Églises évangéliques luthériennes et orthodoxes sera réduit d'un montant de 10 millions d'euros par an en 2026 et 2027, après que les décisions fiscales précédentes ont augmenté les recettes fiscales des Églises.

Une réduction de 12 millions d'euros sera appliquée au soutien aux entreprises à partir de 2026, la réduction ne s'appliquant pas au soutien aux secteurs de la R&D et de l'audiovisuel.

En outre, une réduction de 10 millions d'euros sera allouée au financement du Centre d'assistance aux organisations sociales et sanitaires STEA. Le droit d'accès à l'information du Service national des pensions sera élargi afin de réduire les fraudes à la sécurité sociale. L'effet d'économie est estimé à 5 millions d'euros.

La rémunération des membres du gouvernement sera réduite de 5% à partir du début de 2026.

Le principe des augmentations d'impôts pour financer les mesures de croissance est qu'elles entravent le moins possible la croissance économique. De nombreuses actions visent les impôts indirects : la taxe sur l'alcool sera indexée, et de plus, la taxe sur le tabac, les sachets de nicotine et les cigarettes électroniques, ainsi que la taxe sur les boissons gazeuses et la taxe sur les minerais seront augmentées. Grâce à ces changements, les recettes fiscales annuelles augmenteront de 220 millions d'euros au niveau 2029. En outre, l'assiette fiscale de la taxe sur les déchets sera élargie à partir de 2027, ce qui devrait augmenter les recettes fiscales de 10 millions d'euros.

Le droit de déduire les cotisations syndicales sera supprimé à partir de 2026. Cette suppression sera mise en œuvre de manière symétrique pour les cotisations aux organisations patronales et salariales. Cela augmentera les recettes fiscales d'un total de 190 millions d'euros. En outre, la fiscalité sera simplifiée par la suppression de la déduction pour frais de bureau et de l'avantage fiscal pour vélos des employés, ce qui aura un impact sur les recettes fiscales de 70 millions d'euros au niveau de 2026.

L'utilisation inappropriée d'accords d'échange d'actions visant à minimiser l'imposition sur les dividendes sera empêchée. La réforme devrait permettre d'augmenter les recettes fiscales de 30 millions d'euros. Le règlement sur les contrôles comparatifs des données par l'administration fiscale sera élaboré de manière à préciser les exigences en matière de protection des données pour les contrôles comparatifs des données et à prévoir des dispositions sur la mise en œuvre des mesures de protection liées au traitement des données personnelles appartenant à l'administration fiscale. En raison des changements réglementaires, les contrôles comparatifs des données devraient devenir plus efficaces, ce qui augmenterait les recettes fiscales d'environ 100 millions d'euros.

Le gouvernement a confirmé également les économies de 75 millions d'euros décidées précédemment pour la branche administrative du ministère de l'Éducation et de la Culture. Les économies ont été estimées à 65 millions d'euros. Les économies seront réparties de manière à garantir les conditions de fonctionnement de tous les secteurs.

Les ajustements visent l'enseignement supérieur (52,7 millions d'euros), les subventions aux investissements dans la construction (4 millions d'euros) et les augmentations des tarifs des activités périscolaires (7 millions d'euros).

Ces frais n'ont pas été augmentés depuis 2016. De plus, les économies seront affectées à une subvention distincte pour la formation continue (1,3 million d'euros). Les économies réalisées par les secteurs sociaux grâce à la délivrance de certificats et de déclarations, moins importantes que prévu, ont été modérées de 10 millions d'euros.

L'évolution de l'environnement sécuritaire nécessite des investissements croissants dans la défense et la sécurité.

Le gouvernement a décidé le 1er avril 2025 que la Finlande augmenterait le niveau des crédits de défense à au moins 3 % du PIB d'ici 2029. Les dépenses allouées à la défense seront dimensionnées en fonction des menaces et des besoins, en tenant compte de la situation sécuritaire en Europe et de la menace militaire posée par la Russie. Par rapport au niveau décidé précédemment, cela signifie une augmentation des dépenses de défense de 0,6 milliard d'euros au niveau 2028 et de 3,0 milliards d'euros au niveau 2029. Pour les années 2026-2027, cela a été garanti par des décisions importantes prises précédemment visant à augmenter les dépenses de défense et les crédits qui en résultent disponibles pour les achats. Dans le cadre du programme d'investissement du gouvernement pour 2027, une augmentation de 50 millions d'euros sera allouée à l'achat de matériel de défense.

L'augmentation des crédits permettra de lancer le développement des forces terrestres et de faire progresser les objectifs essentiels définis par le Cadre de planification de défense de l'OTAN (NDPP). L'armée acquiert de nouveaux systèmes et modernise les équipements existants. Dans le cadre de l'adhésion à l'OTAN, la structure des forces de défense sera développée de telle manière que des crédits supplémentaires de 18,5 millions d'euros seront alloués à l'augmentation des effectifs en 2028 et de 37 millions d'euros en 2029. Des crédits supplémentaires d'un total de 72,5 millions d'euros seront alloués au renforcement de la présence de l'OTAN en Finlande, répartis sur les années 2026-2029.

Le commerce en matière d'armement repose en grande partie sur la coopération entre les administrations et sur la promotion de l'expertise nationale en tant que compétence internationale de premier plan. À cet égard, une préparation inter-administrative du modèle de vente G2G (Gouvernement à Gouvernement) sera lancée.

L'évolution de l'environnement de sécurité, les risques identifiés et les exigences de performance nécessitent également de garantir les ressources des autorités de sécurité. Par ses décisions, le Gouvernement assure la sécurité intérieure et la préparation en allouant des ressources supplémentaires pour accroître les performances de la police, des gardes-frontières et de la SUPO (renseignement finlandais) et pour garantir les performances stratégiques. Les nouvelles décisions augmenteront les ressources des autorités de sécurité intérieure susmentionnées d'environ 43 millions d'euros par an en moyenne sur la période 2026-2029. Outre ces investissements, le développement de la protection civile sera renforcé d'un montant total d'environ 14,1 millions d'euros en 2028-2029.

Augmentation du financement de la recherche et du développement

Conformément à la loi sur le financement de la recherche et du développement de l'État (financement de la R&D), le montant total des autorisations et des crédits pour les activités de recherche et de développement dans les budgets de l'État sera augmenté à 1,2% du PIB d'ici 2030. Dans le plan des finances publiques, les investissements dans les activités de R&D s'élèvent à près de 3,2 milliards d'euros en 2026 et à un peu plus de 3,4 milliards d'euros en 2027.

Les augmentations de financement désormais décidées sont de 63 millions d'euros en 2026, 159 millions d'euros en 2027, 104 millions d'euros en 2028 et 97 millions d'euros en 2029.

Le gouvernement a déjà décidé d'allouer d'importantes sommes d'argent à la R&D pour les années à venir. Les augmentations de financement les plus significatives viseront à accélérer les activités de R&D des entreprises.

Le mandat de R&D de Business Finland augmentera de plus de 100 millions d'euros en 2026 pour atteindre un total d'environ 735 millions d'euros, puis d'environ 890 millions d'euros en 2027.

Le mandat des projets de recherche de l'Académie de Finlande augmentera à 527 millions d'euros en 2026, puis à 587 millions d'euros en 2027. Le gouvernement a également alloué un total de 250 millions d'euros au supercalculateur LUMI-AI pour la période 2025-2028.

Le mandat de R&D de Business Finland allouera 10 millions d'euros par an au développement de nouvelles chaînes de valeur dans la production alimentaire en 2026-2029. En outre, un total de 40 millions d'euros sera alloué au titre du mandat de R&D de Business Finland et du mandat de l'Académie de Finlande pour accélérer les activités de R&D dans le cadre de la transition énergétique en 2026-2029.

Le financement gouvernemental alloué aux activités de R&D dans les universités et les écoles polytechniques sera augmenté. 20 millions d'euros seront alloués au renforcement de la recherche universitaire en 2026 et 39 millions à partir de 2027. 10 millions d'euros seront alloués au renforcement des activités de recherche et développement des hautes écoles spécialisées en 2026 et 15 millions d'euros à partir de 2027.

Des fonds supplémentaires sont alloués aux activités de R&D du Centre finlandais des technologies de l'information CSC. Cet ajout renforce la disponibilité d'un environnement d'exploitation de calcul et de gestion des données hautes performances sécurisé et efficace, même dans des situations exceptionnelles. Elle garantit également que les données et les modèles d'intelligence artificielle sont préservés en Finlande si la situation l'exige.

Lors du lancement des Centres de développement régional Ely, un mécanisme de financement sera mis en place pour promouvoir les activités de R&D ciblées dans les PME. Un total de 30 millions d'euros d'autorisations sont proposés pour les Centres Ely pour les années 2026-2028 pour une expérimentation de trois ans visant à accélérer les activités de recherche et développement des petites et moyennes entreprises.

L'Agence spatiale européenne (ESA) allouera 7 millions d'euros à des programmes volontaires en 2026 et 20 millions d'euros à partir de 2027. Le financement sera reversé aux entreprises et organismes de recherche finlandais, leur permettant d'accéder aux chaînes de valeur internationales. En outre, une autorisation de 37 millions d'euros est proposée pour 2027 afin d'achever le complexe d'usines pilotes de l'industrie de minerais de GTK Mintec.

À partir de 2027, 5 millions d'euros supplémentaires seront alloués au cofinancement national de projets de R&D financés par l'UE pour les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche publics, en plus des 60 millions d'euros précédemment décidés.

Stimuler la vitalité économique de l'est et du nord de la Finlande

La mise en œuvre des programmes pour le nord et l'est de la Finlande va débuter. Ces programmes soutiendront la croissance et la vitalité économique des régions. Le gouvernement investira dans les liaisons de transport régionales. Dans le cadre du financement du programme d'investissement, une enveloppe budgétaire de 42 millions d'euros et les crédits correspondants pour la période 2026-2029 seront alloués à l'augmentation de la capacité et à la réduction des temps de trajet sur le réseau ferroviaire de l'Est de la Finlande (Savo). Le gouvernement assurera la continuité des services aériens régionaux jusqu'au début de 2028.

Un centre d'expertise intersectoriel en toxicologie sera créé à Kuopio. Ce centre étudiera les produits chimiques nocifs pour l'homme, élaborera et tiendra à jour des évaluations des risques toxicologiques et participera à la formation de nouveaux toxicologues en collaboration avec les universités.

Des équipes d'investissement régionales pour l'est et le nord de la Finlande seront créées au sein des nouveaux centres de développement économique Ely afin d'élaborer une approche claire pour identifier et promouvoir les investissements dans la région.

Dans ses budgets supplémentaires de 2025, le gouvernement est également prêt à financer le plan d'action pour le tourisme dans la nature de Metsähallitus, ainsi que des mesures visant à renforcer l'expertise et la commercialisation de la 6G.

Une taxe touristique sera introduite à titre expérimental au niveau régional, une fois les conditions de sa mise en œuvre établies. Le rapport devra tenir compte des conditions légales, des autres questions législatives et des répercussions sur les finances municipales.

Un programme d'investissement élargi

Le gouvernement a décidé d'élargir de 300 millions d'euros le programme d'investissement de 4 milliards d'euros présenté dans le programme gouvernemental. Sur ce montant supplémentaire, 100 millions d'euros seront financés par les revenus du domaine public et affectés à la couverture des estimations de coûts plus élevées des projets déjà décidés. Les 200 millions d'euros restants seront financés dans le cadre des plafonds de dépenses.

Financement des services de santé des régions

Le niveau de financement du gouvernement alloué aux régions de santé s'élèvera à environ 27,1 milliards d'euros en 2026. Par rapport au précédent Plan budgétaire général, ce niveau de financement augmentera d'environ 1,2 milliard d'euros en 2026. Cette augmentation s'explique par l'indexation d'environ 900 millions d'euros et par le contrôle ex post du financement, qui s'affine dans les limites de dépenses prévues. L'augmentation anticipée des besoins en services et l'évolution des missions seront également prises en compte.

À la fin de la période en 2029, le financement est estimé à environ 26,9 milliards d'euros aux prix de 2026, c'est-à-dire hors indexation prévue du financement. Le contrôle ex post, qui sera effectué après deux ans, réduira le financement des régions de santé en 2026-2029, à mesure que leurs finances se consolideront. Le niveau de financement sera également réduit par les modifications des missions prévues dans le cadre des mesures d'ajustement des finances publiques. Cependant, l'augmentation prévue des besoins en services, entre autres, entraînera une augmentation du montant des financements.

Finances municipales

Les nouvelles décisions gouvernementales ayant été prises en compte dans le Plan budgétaire général, les finances des communes se détérioreront quelque peu. Cela est notamment dû à la réduction de 75 millions d'euros des transferts de l'État destinés aux services publics de base et à une décision prise dans le cadre du budget 2025, qui augmente la part des communes dans l'aide sociale de base pour les réfugiés et les bénéficiaires d'une protection temporaire. Globalement, les décisions prises au cours du mandat gouvernemental renforceront les finances municipales sur la période 2026-2029.

Environ 5,8 milliards d'euros seront alloués aux municipalités sous forme de subventions publiques en 2026 et environ 6 milliards d'euros à la fin de la période de limitation des dépenses en 2029. Par rapport au Plan budgétaire général de l'année dernière, les subventions publiques aux municipalités augmenteront en net grâce à une révision de la législation en vigueur. Par ailleurs, un montant total de 150 millions d'euros sera alloué aux municipalités sous forme de compensations de l'État entre 2027 et 2029 afin de couvrir les coûts liés aux aménagements d'actifs dans le cadre de la réforme de la santé et des services sociaux.

Situation de l'économie finlandaise et des finances publiques

L'économie finlandaise a connu une reprise en 2024 après la récession économique. Le pouvoir d'achat des ménages s'est amélioré, tant en Finlande que sur les marchés d'exportation, grâce à un net ralentissement de l'inflation et à une baisse des taux d'intérêt. Toutefois, l'incertitude économique freine toujours la croissance de la consommation.

La reprise du secteur de la construction, la transition énergétique et les achats liés à la défense stimulent les investissements, même si la croissance économique est éclipsée par les droits de douane imposés par les États-Unis, les contre-mesures et les incertitudes liées aux échanges commerciaux et à la géopolitique en général. Quoi qu'il en soit, l'économie devrait croître plus rapidement en 2026-2029 que ces dernières années, car la récession a réduit la production finlandaise bien en deçà de son niveau potentiel et l'économie se redressera en 2026-2029.

Le déficit des finances publiques est devenu important. Cependant, avec l'atténuation de l'impact de l'inflation rapide sur les dépenses croissantes et les mesures d'ajustement budgétaire prises par le gouvernement et les collectivités locales, les dépenses publiques commenceront à ralentir à partir de 2025. Avec la reprise économique, les recettes fiscales devraient croître plus rapidement que ces dernières années. En revanche, les dépenses de taux d'intérêts de la dette et les dépenses de défense augmenteront considérablement. Cela signifie que le déficit se réduira lentement et restera important en 2026-2029.

Recettes, dépenses et solde budgétaires

	2025+ and supplementary budget	2026	2027	2028	2029
Revenue excl. net borrowing	77,0	83,0	82,1	82,8	85,2
Expenditure, at current prices	89,3	90,1	91,7	94,5	97,9
Deficit	-12,3	-7,0	-9,6	-11,8	-12,6

Central government on-budget revenue, expenditure and balance, EUR billion

Le déficit budgétaire de l'administration est estimé à 7 milliards d'euros en 2026, soit 5,3 milliards d'euros de moins que prévu pour 2025 (y compris le premier projet de budget rectificatif). Le déficit budgétaire 2026 diminuera exceptionnellement d'environ 2,4 milliards d'euros une fois que les liquidités restantes du Centre de financement et de développement du logement seront intégrées au budget de l'État suite à sa dissolution. Cela ne réduira toutefois pas l'endettement de l'État et des administrations publiques. Sur la période 2026-2029, le déficit s'élèvera en moyenne à 11,3 milliards d'euros par an.

La dette de l'État devrait s'élever à environ 191 milliards d'euros fin 2026, soit environ 64 % du PIB. Elle devrait augmenter d'environ 43 milliards d'euros entre 2026 et 2029. À cette date, la dette de l'État devrait s'élever à environ 225 milliards d'euros, soit 68 % du PIB.

https://valtioneuvosto.fi/-/orpon-hallitus-riihipaatokset-vahvistavat-suomen-kilpailukykyja-jaturvallisuuutta-1?languageld=en_US

Economie

Une augmentation de 50 % dans le nombre de faillites

Le nombre de faillites a considérablement augmenté durant le premier trimestre de l'année en cours, selon les statistiques de la Direction nationale des impôts.

Il y avait 57 % de plus de demandes de faillite qu'à la même période en 2024.

Ce sont surtout les petites entreprises qui sont concernées, et quant aux secteurs, le bâtiment et le commerce.

Yle